



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement  
Direction territoriale Centre Est  
25 avenue François Mitterrand  
CS 92803  
69674 Bron Cedex  
Ci-après désigné "l'acheteur"

**Vérification et étalonnage de matériels de mesures en température et hygrométrie par un organisme  
accrédité COFRAC**

**Règlement de la consultation**  
**(RC)**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :**  
**29 janvier 2020 à 12H00**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	3
2-4. Classification CPV .....	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Durée du marché .....	4
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2-8. Délai de validité des offres.....	4
2-9. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	4
<b>ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
6.1 Vérification des conditions de participation.....	8
<b>ARTICLE 7 – COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>9</b>

## **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION**

Les prestations concernent :

Etalonnage et vérification de matériels de mesures en température et hygrométrie par un organisme accrédité COFRAC

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- site d'AUTUN :

Département laboratoire d'Autun  
Boulevard Giberstein  
BP 141  
71405 AUTUN

- site de BRON :

Département laboratoire de Lyon  
25 Avenue François Mitterrand  
CS 92803  
69674 BRON

- site de CLERMONT-FERRAND :

Département laboratoire de Clermont-Ferrand  
8-10 rue Bernard Palissy  
63017 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

Ces prestations doivent être effectuées sous accréditation COFRAC ou équivalent.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots car la prestation ne le permet pas.

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement

propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

#### **2-4. Classification CPV**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

50410000 : services de réparation et d'entretien d'appareils de mesure, d'essai et de contrôle

#### **2-5. Variantes**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

#### **2-6. Durée du marché**

La durée du marché court à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible 3 fois par tacite reconduction dans les mêmes conditions, sauf dénonciation par le CEREMA trois mois avant la fin de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **2-7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **2-8. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Dans le cadre de ce marché, l'accréditation COFRAC est exigée ou équivalent Européen.

### **ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION**

#### **3.1 Pièces fournies dans le dossier de consultation**

Les pièces fournies dans le dossier de consultation sont les suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;

Le modèle de désignation par le candidat de la (des) personne(s) habilitée(s) à recevoir les communications de l'acheteur.

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par retrait direct sur la plateforme dématérialisée à l'adresse <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à donner, lors du téléchargement du DCE, différents renseignements relatifs notamment à leur nom, leur adresse électronique ainsi que le nom de leur correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications). Le document

unique de marché européen (DUME) n'est pas fourni dans le dossier de consultation. Il peut être renseigné directement dans sa version électronique en utilisant le service DUME accessible avec le lien suivant : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

### **3.2 Conditions de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par retrait direct sur la plateforme dématérialisée à l'adresse <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à donner, lors du téléchargement du DCE, différents renseignements relatifs notamment à leur nom, leur adresse électronique ainsi que le nom de leur correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

### **3.3 Modifications de détail au dossier de consultation**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard, 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le délai de 6 jours est calculé à compter de la date d'envoi des modifications aux candidats.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous datées et signées par eux. Elles doivent être entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les documents sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

### **4.1 Pièces à transmettre au titre de la candidature**

*Situation propre des opérateurs économiques, y compris aptitude à exercer l'activité professionnelle : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :*

a) **Le formulaire DC1, ou partie II et III du DUME ou une lettre de candidature reprenant le contenu du formulaire DC1**, signé par la personne habilitée à engager le candidat et en cas de groupement par l'ensemble des membres du groupement. (N.B. : en cas de groupement, si le mandataire présente la candidature et l'offre de l'ensemble des membres du groupement, il doit présenter les habilitations reçues à cet effet) ;

b) **Le nom, l'adresse mail, l'adresse postale, et le numéro de téléphone** de la (des) personne(s) habilitée(s) par le candidat à recevoir les communications de l'acheteur dans le cadre de la procédure (ou partie II A du DUME) ;

c) **Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société**

*Capacité économique et financière : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies*

d) **La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur

économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (Rubrique E1 du formulaire DC2 ou rubrique 1 a) et 2a) de la partie IV-B du DUME).

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

*Capacités techniques et professionnelles : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies (Partie IV - C du DUME)*

**e) Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.** Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**f) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Les candidats désirant que soient prises en compte, à l'appui de leur candidature, les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques doivent préciser leur identité, et produire les pièces relatives à ces intervenants ci-dessus répertoriées (à l'exception de la lettre de candidature). Ils doivent également justifier par tout moyen approprié qu'ils disposent des capacités de ces intervenants pour l'exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, les documents ci-dessus répertoriés sont produits par chacun des membres du groupement (à l'exception des documents a) et b) communs au groupement). Les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donnent lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

#### **4.2 Pièces à transmettre au titre de l'offre**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** complété et daté par la personne habilitée à engager le candidat et la DPGF;
- **Le mémoire technique** du candidat détaillant :
  - o Les dispositions prises par l'entreprise pour respecter les délais (calendrier d'exécution comprenant les différentes prestations dans l'année) ;
  - o Les moyens humains et matériels affectés aux prestations ;
  - o La démarche en termes de développement durable de la société.

**L'accréditation COFRAC doit être communiqué dans l'offre du candidat.**

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS**

Les dossiers doivent parvenir **au plus tard aux dates et heures indiquées sur la page de garde** du présent règlement de consultation.

Les candidats transmettent leurs dossiers sous forme dématérialisée.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.  
Les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique dans le respect des règles de sécurité des transactions et de la confidentialité des informations transmises.

**Profil d'acheteur :** Le site internet permettant de traiter la gestion dématérialisée de la procédure est le site : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat doit se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site pour toute action sur ledit site. Après avoir renseigné un formulaire d'identification en fournissant notamment le nom de l'organisme, les candidats ont la possibilité de répondre par voie électronique.

Pour toute question relative à l'utilisation de la solution de dématérialisation « marchespublics.gouv.fr », les candidats peuvent contacter le support téléphonique, au numéro suivant : 01 76 64 74 07.

**Signature électronique :** La signature électronique n'est pas obligatoire. Les candidatures et les actes d'engagement, transmis sous forme dématérialisée, sont signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat. Les documents du marché sont signés électroniquement selon les modalités prévues par l'arrêté du 15 juin 2012 (NOR: EFIM1222915A).

Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

**Date limite de remise des offres et accusé de réception :** Les candidatures et les offres doivent parvenir avant la date et l'heure limites de remise des plis indiquées en page de garde du présent règlement. L'envoi électronique donne lieu à un accusé de réception envoyé à l'adresse électronique fournie lors de son enregistrement par le candidat.  
Les offres qui sont transmises ou dont l'accusé de réception est délivré après la date et l'heure limites fixées ne sont pas prises en compte et considérées hors délais.

**Formats des documents :** Afin de pouvoir lire les documents remis à l'acheteur, les candidats veillent à n'utiliser que des logiciels permettant de générer les formats suivants :

- .pdf
- .doc
- .docx
- .xls
- .xlsx
- .odt
- .ods
- .csv

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe »,...
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,...

**Virus :** Les candidats s'engagent à transmettre des documents ne contenant pas de virus connu au jour de l'envoi des fichiers. Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Ainsi, lors de l'ouverture des plis, si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en est averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

**Copie de sauvegarde :** Pour toute transmission par voie électronique, une copie de sauvegarde peut également être adressée avant la date et l'heure limites de remise des offres sur support papier ou sur

support physique électronique par voie postale à l'adresse indiquée ci-dessous :  
La Direction territoriale Centre-Est du CEREMA  
Unité Achats-Marchés  
25 avenue François Mitterrand  
CS 92803  
69674 BRON Cedex

Elle doit clairement indiquer les mentions suivantes : « Nom du candidat – Copie de sauvegarde relative au marché...- A n'ouvrir qu'en cas de défaillance de l'offre électronique ».

## **ARTICLE 6 - VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **6.1 Vérification des conditions de participation**

Si l'acheteur constate que des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Il n'est exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner. L'acheteur se réserve la possibilité de vérifier que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner prévu par les articles R2141-1 à R2141-11 du code de la commande publique.

### **6.2 Jugement des offres**

Conformément aux articles R2152-6 à R2152-8 du code de la commande publique, est retenue l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères et le cas échéant, des sous-critères de sélection suivants:

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique au regard du mémoire technique, avec les sous-critères suivants et leur pondération : - 20 % dispositions prises par l'entreprise pour respecter les délais ; - 70 % moyens humains et matériels affectés aux prestations - 10 % la démarche en termes de développement durable de la société.	50 %
Le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement sur 4 ans.	50 %

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le Cerema prévoit une négociation des offres. Les négociations seront au maximum menées avec les trois candidats dont les offres ont obtenu la moyenne pour le critère technique et la moyenne pour le critère



prix. Le Cerema se réserve la possibilité de ne pas négocier.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le Cerema examinera l'offre des candidats pour établir un classement unique.

A la suite de cet examen le Cerema pourra engager les négociations.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Cerema.

Lors de l'examen des offres, le Cerema se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le CEREMA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le Cerema pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 7 – COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS**

Dans le cadre de la procédure, l'acheteur adresse par mail ou par l'intermédiaire du profil d'acheteur à la ou aux personnes désignées à cet effet par le candidat :

- Les éventuelles demandes de compléments de candidature ;
- Les éventuelles demandes de régularisation des offres irrégulières ;
- Les éventuelles demandes de précisions sur la teneur de l'offre ;
- Les compléments de pièces demandés au candidat retenu ;
- La notification du marché au candidat retenu.

A défaut d'indication des personnes désignées, les communications sont adressées au représentant du candidat mentionné dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 19 janvier décembre 2020 à 16h00, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]), la date de réception faisant seule foi.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 9. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Les candidats sont astreints à une obligation de confidentialité pour toutes les informations non publiques dont ils ont connaissance au cours de la consultation.